



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE
NORD-OUEST**

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest**

OBJET DU MARCHÉ

CHERBOURG (50) – Port militaire de Cherbourg – Refonte du réseau électrique HT Marine – Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (A.M.O.) pour la réalisation des Études de Faisabilité (EF), l'élaboration du Programme (PROG) et l'assistance à la passation d'un marché

PROJET N° 25-005

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1.2.1 Lots	4
1.2.2 Tranches	4
1.2.3 Parties techniques	4
1.3 RECONDUCTION DU MARCHÉ	4
1.4 INTERVENANTS.....	5
1.4.1 Maîtrise d'ouvrage	5
1.4.2 Personne représentant le titulaire	5
1.4.3 Autres intervenants	5
1.5 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ.....	5
1.5.1 Sous-traitants de rang 1	5
1.5.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant.....	6
1.6 PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	6
1.6.1 Restrictions diverses	6
1.6.2 Contrôle nominatif.....	6
1.6.3 Contrôle des accès	6
1.6.4 Contrôle des véhicules	7
1.6.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge	7
1.7 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
1.8 LANGUE.....	8
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	8
2.1 PIECES PARTICULIERES	8
2.2 PIECES GENERALES.....	8
2.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	8
2.4 BONS DE COMMANDE	9
3. DELAIS.....	9
4. DISPOSITIONS FINANCIERES	9
4.1 FORME DES PRIX.....	10
4.2 MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	10
4.2.1 Mentions obligatoires de la facture.....	10
4.2.2 Transmission de la facture.....	10
4.2.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur	10
4.3 VARIATIONS DE PRIX.....	11
4.3.1 Type de variation des prix.....	11
4.3.2 Mois d'établissement des prix	11
4.3.3 Choix des index de référence	11
4.3.4 Modalités de variation des prix	11
4.3.5 Calcul de la variation de prix	11
4.4 AVANCE.....	12
5. PENALITES	12
5.1 RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
5.2 RETARD OU ABSENCE A UNE REUNION.....	13
5.3 SOUS-TRAITANCE NON DECLAREE.....	13
5.4 DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM	13
6. UTILISATION DES RESULTATS	14
7. OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS	14
7.1 OPERATIONS DE VERIFICATION	14

7.2 ADMISSION DES PRESTATIONS14

8. RESILIATION14

8.1 RESILIATION DU FAIT DU MAITRE D’OUVRAGE14

8.2 ARRET DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....14

8.3 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE14

9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....15

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

SID Nord-Ouest : Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

PMO : Pôle de Maîtrise d'Œuvre

PCO : Pôle de Conduite d'Opération

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet des prestations d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de l'étude de faisabilité et du programme de l'opération de rénovation du réseau électrique de la Marine sur la base navale de Cherbourg, ainsi que l'assistance à la passation d'un marché de maîtrise d'œuvre privée (MOP) ou d'un marché global (conception-réalisation).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Décomposition du marché

1.2.1 Lots

Sans objet.

1.2.2 Tranches

Le marché fait l'objet d'une tranche ferme et d'une tranche optionnelle.

Tranche	Objet
Tranche ferme	Réalisation des Études de Faisabilité (EF) et de Programme (PROG)
Tranche optionnelle	Assistance à la passation du marché de conception (MOP ou conception-réalisation à définir au stade Programme)

1.2.3 Parties techniques

Les prestations sont scindées en 6 parties techniques à exécuter distinctement :

Tranches	Partie technique	Objet
Tranche ferme	Partie technique 1	Etude de faisabilité (EF)
	Partie technique 2	Programme (PROG)
Tranche optionnelle	Partie technique 3	Assistance à la rédaction du dossier de consultation des entreprises (DCE)
	Partie technique 4	Assistance à la sélection des candidats
	Partie technique 5	Assistance à l'analyse des offres initiales
	Partie technique 6	Assistance en phase négociation y/c analyse des offres négociées et des offres finales

1.3 Reconduction du marché

Sans objet.

1.4 Intervenants

1.4.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Etat - Ministère des Armées –Service d'Infrastructure de la Défense (SID) Nord-Ouest.

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conducteur d'opérations est assurée par le Pôle conduite des opérations de Cherbourg.

L'interlocuteur privilégié est : M. Fabrice DEBUIRE, téléphone : 02 33 92 46 85 / courriel : fabrice.debuire@intradef.gouv.fr.

Le conducteur d'opérations est l'unique interlocuteur du titulaire.

1.4.2 Personne représentant le titulaire

Dès la notification du présent marché, le titulaire désigne la ou les personne(s) physique(s) qui réaliseront les prestations. L'expérience et les compétences minimales de ces personnes sont celles décrites par le titulaire dans son offre technique.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de la ou des personne(s) nommément désignée(s) pour en assurer la conduite, leur remplacement éventuel sera soumis à l'approbation de l'acheteur.

En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé ou à défaut à compter du constat par l'acheteur de cette indisponibilité, notifiée par courrier électronique, dont la date d'envoi fait foi, et par LRAR dont la date d'envoi fait foi en cas de contestation relative au délai de remplacement.

L'acheteur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

1.4.3 Autres intervenants

Les autres intervenants susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'opération sont les suivants :

- Bureau d'études géotechniques ;
- Diagnostiqueur amiante avant travaux ;
- Contrôleur technique (missions L+S/P1, F, LE, VIEL) ;
- Coordonnateur SPS (sécurité et protection de la santé) ;
- Autre bureau d'études techniques.

Leurs coordonnées seront transmises ultérieurement au titulaire du présent marché.

1.5 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

1.5.1 Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit fournir :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au dossier de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- un RIB ou RIP **si le sous-traitant a droit au paiement direct**,
- une caution bancaire **si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct**,

- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec les prestations concernées :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.5.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant doit fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET les sous-traitants de premier et second rang non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- La transmission du **numéro unique d'identification** (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des prestations en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.6 Prestations intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/PI et de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

1.6.1 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.6.2 Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel qui réalise les prestations est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le représentant du SID Nord-Ouest. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le représentant de l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est interdit d'accès.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie pour la réalisation des prestations est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.6.3 Contrôle des accès

L'accès au site est subordonné au passage par le poste de sécurité. Le contrôle d'accès ainsi que les règles intérieures du site sont applicables.

Le titulaire devra respecter les horaires de travail de la base navale de Cherbourg, à savoir :

- 8h00 à 17h00 du lundi au vendredi.

Lorsque le titulaire souhaite appliquer des heures d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

1.6.4 Contrôle des véhicules

La liste des véhicules du titulaire est fournie au représentant du SID Nord-Ouest dès la notification du marché.

1.6.5 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) porte de manière apparente sa carte d'identité professionnelle avec les éléments suivants :

- photo
- nom de la personne
- employeur réel (celui assurant le versement de la rémunération)
- qualité de salarié ou de travailleur indépendant.

1.7 Transmission des documents marqués « diffusion restreinte »

Au cours de l'exécution du marché, les documents marqués « diffusion restreinte » sont transmis selon les modalités suivantes :

1^{ère} étape : le titulaire remplit, signe et envoie au chargé d'affaire l'engagement de non divulgation des informations et supports "*Diffusion Restreinte*" dont le modèle est disponible sur demande.

2^{ème} étape : le chargé d'affaire réceptionne l'engagement de non divulgation des informations et supports "*Diffusion Restreinte*" et transmet au titulaire les documents « diffusion restreinte » :

- Par moyen électronique : les informations doivent être chiffrées à l'aide d'un dispositif ayant fait l'objet d'une qualification au niveau standard, d'une caution de l'autorité nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) ou d'une évaluation par le centre technique SSI du ministère des armées ;
- Soit par une remise en main propre, sur rendez-vous ;
- Soit par courrier, en recommandé avec accusé de réception : la transmission s'effectue sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention diffusion restreinte et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission.

Au cas où le titulaire serait amené à modifier, produire et/ou reproduire des documents ou extraits de documents classifiés « *Diffusion Restreinte* », ceux-ci seront repérés en page de garde par le cadre suivant :



Et porteront en en-tête de page la mention suivante :

DIFFUSION RESTREINTE

Ces documents devront être remis par le titulaire au conducteur d'opération selon des modalités similaires à celles décrites plus haut (remise en main propre, double-enveloppe envoyée par courrier recommandé avec accusé de réception ou transmission par voie électronique avec chiffrement des données).

1.8 Clause environnementale

Dans le cadre du présent marché, le titulaire doit :

- Détailler la prise en compte des aspects environnementaux dans les différents scénarios proposés dans le cadre de l'étude de faisabilité (partie technique n°1) ;
- Prévoir d'inclure des exigences environnementales dans le programme de l'opération (partie technique n°2) ;

- Insérer un critère environnemental, une clause environnementale et/ou des spécifications techniques environnementales dans le dossier de consultation du marché (partie technique n°3). Le titulaire doit également prévoir une pénalité en cas de non-respect de ces dispositions environnementales.

En outre, le titulaire devra réaliser ses prestations en limitant au maximum les impacts des déplacements de son personnel au niveau des émissions de gaz à effet de serre.

1.9 Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.10 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire aux représentants de l'acheteur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre l'acheteur, le PCO, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- lettre de notification, acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles
- présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- état des prix forfaitaires (EPF)
- bordereau de prix unitaires (BPU)
- les actes spéciaux de sous-traitance
- cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- l'offre technique du titulaire

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut.

2.2 Pièces générales

- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article 4.3.2 du présent CCAP.

2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/PI, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

2.4 Bons de commande

Sans objet.

3. DELAIS

3.1 Durée des tranches

La durée de chaque tranche est indiquée ci-dessous :

Tranche	Durée
Tranche ferme	19 mois
Tranche optionnelle	Durée estimative de 17 mois.

3.2 Délais d'affermissement

Le commencement de la tranche optionnelle est subordonné à la décision de l'acheteur de l'affermir.

Le délai d'affermissement de cette tranche ne peut excéder 12 mois à compter de la fin contractuelle du délai de la tranche ferme.

3.3 Délai d'exécution des parties techniques

Les délais d'exécution de chaque partie technique ne peuvent être supérieurs aux délais prescrits ci-dessous :

Tranche	Partie technique	Délai	Point de départ du délai	Démarrage prévisionnel de la prestation
Tranche ferme	Partie technique n°1 : étude de faisabilité	6 mois	Date de l'accusé de réception, par l'AMO, de la notification du marché	Janvier 2026
	Partie technique n°2 : Programme	7 mois	Date de l'accusé de réception, par l'AMO, de l'OS notifiant le déclenchement de la partie technique n°2	Décembre 2026
Tranche optionnelle	Partie technique n°3	2 mois	Date de notification de la décision d'affermissement de la tranche pour la PT 3 ; date de l'accusé de réception, par l'AMO, de l'OS notifiant le déclenchement de la partie technique pour chacune des autres PT	Février 2028
	Partie technique n°4	2 mois		Juillet 2028
	Partie technique n°5	2 mois		Janvier 2029
	Partie technique n°6	4 mois		Juin 2029

SID Nord-Ouest	CCAP PI-FCS / MAJ OCT 2021	Projet n°25-005	DAF n°2025_000596	Page 10 / 15
----------------	----------------------------	-----------------	-------------------	--------------

4. DISPOSITIONS FINANCIERES

4.1 Forme des prix

Le marché comprend :

- des prestations à montant forfaitaire (EPF)
- des prestations à prix unitaire (BPU)

4.2 Modalités de règlement des prestations

4.2.1 Mentions obligatoires de la facture

La demande de paiement précise :

- la date de la demande de paiement
- la **référence de l'engagement juridique** (n° d'EJ)
- le **code du Service Exécutant (code SE) suivant** : **D10711K035**
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché
 - hors TVA
 - et TTC, en les distinguant, le cas échéant, le taux applicable
- le cas échéant, le montant des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 29.3 du CCAG/PI
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant (HT et TTC) des prestations effectuées par l'opérateur économique
- en cas de sous-traitance, pour chaque sous-traitant, la nature et le montant (HT et TTC) des prestations exécutées par le sous-traitant et le cas échéant le montant (HT et TTC) des variations de prix
- pour chaque fournisseur (titulaire, co-traitant, sous-traitant) : le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN est indiqué.

4.2.2 Transmission de la facture

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et pourra suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

4.2.3 Acceptation de la demande de paiement par le représentant de l'acheteur

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel (constat de service fait total à la clôture financière du marché), en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

SID Nord-Ouest	CCAP PI-FCS / MAJ OCT 2021	Projet n°25-005	DAF n°2025_000596	Page 11 / 15
----------------	----------------------------	-----------------	-------------------	--------------

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

4.3 Variations de prix

4.3.1 Type de variation des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées aux articles ci-dessous.

4.3.2 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois précédant celui de la date limite de remise des offres, indiqué dans la lettre de notification du marché et appelé « mois zéro ».

4.3.3 Choix des index de référence

L'index de référence (I), choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché, est l'index ING – Ingénierie.

Les index sont publiés sur les sites suivant : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

4.3.4 Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul des acomptes et du solde est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

- dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I de la partie technique concernée respectivement au mois zéro et au mois n d'exécution ;
- le mois n étant :
 - pour le paiement des acomptes, le mois d'exécution des prestations ou le dernier mois d'exécution des prestations si ces dernières s'exécutent sur plusieurs mois,
 - pour le paiement du solde, le mois contractuel de fin d'exécution des prestations ou de la partie technique concernée.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

Les méthodologies appliquées pour l'arrondi du coefficient de révision et le prix révisé sont les suivantes :

Coefficient :

- le coefficient de révision comporte trois décimales ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la quatrième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la troisième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Prix révisé :

- le prix révisé est arrondi à deux décimales ;
- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

4.3.5 Calcul de la variation de prix

Le titulaire doit présenter un état liquidatif de la variation de prix mentionnant les éléments suivants :

- le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
- le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix

- le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
- le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

En l'absence d'état liquidatif présenté par le titulaire, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de calculer lui-même ou non les variations de prix.

4.4 Avance

En application de l'article 11.1 du CCAG/PI, l'avance est versée au titulaire pour chaque tranche affermie dans les conditions fixées à l'acte d'engagement et selon les modalités prévues à l'article R.2191-7 du code de la commande publique. Pour la tranche ferme, l'avance est versée à la notification du marché. Pour la tranche optionnelle, l'avance est versée au démarrage de chaque partie technique, et est calculé sur le seul montant de la PT concernée.

5. PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, les pénalités sont calculées comme suit.

5.1 Retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations, les pénalités forfaitaires suivantes seront appliquées :

Tranche	Partie technique	Prestations concernées	Pénalité de retard
Tranche ferme	Partie technique n°1	Remise d'un livrable (note de cadrage ; étude de faisabilité finalisée, présentation Power Point)	80 € par jour ouvré de retard
	Partie technique n°2	Remise d'un livrable (programme, présentation power point)	100 € par jour ouvré de retard
Tranche optionnelle	Partie technique n°3	Note de préconisations sur la passation du marché	80 € par jour ouvré de retard
	Partie technique n°4	Remise du tableau d'analyse des candidatures	100 € par jour ouvré de retard
	Partie technique n°5	Remise d'un livrable (tableau d'analyse des offres initiales ; note de conformité au programme ; préconisations pour la négociation)	100 € par jour ouvré de retard pour le tableau d'analyse des offres initiales et la note de conformité au programme ; 50 € par jour ouvré de retard s'agissant des préconisations pour la négociation
	Partie technique n°6	Remise du tableau d'analyse des offres négociées puis des offres finales	100 € par jour ouvré de retard

En cas de retard dans la remise d'un compte-rendu de réunion (cf. article 4.2 du CCTP), une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard sera appliquée. Cette pénalité s'applique également concernant le procès-verbal de la RCI (cf. article 5.1.8 du CCTP) et les compte-rendu de réunion de négociation (cf. article 5.3.4 du CCTP).

SID Nord-Ouest	CCAP PI-FCS / MAJ OCT 2021	Projet n°25-005	DAF n°2025_000596	Page 13 / 15
----------------	----------------------------	-----------------	-------------------	--------------

5.2 Retard ou absence à une réunion

Des réunions sont prévues dans le cadre du marché, auxquelles le titulaire doit impérativement assister.

Tout retard supérieur à 30 minutes à l'une de ces réunions fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 50 €.

Toute absence non justifiée à une réunion (sauf réunion de négociation) programmée fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 100 €.

Toute absence non justifiée à une réunion de négociation fait l'objet d'une pénalité forfaitaire de 500 €.

5.3 Non-respect de la clause environnementale

En cas de non-respect des obligations environnementales imposées dans le cahier des charges (cf. article 1.8 du présent CCAP), une pénalité égale à 100 euros par constat.

5.4 Sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant de l'acheteur, sans mise en demeure préalable.

5.5 Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com

5.5.1 Présentation du dispositif e-Attestations

L'acheteur s'est doté de la plateforme sécurisée e-Attestations qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP,...

Aussi le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

5.5.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre à l'acheteur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses entreprises sous-traitantes, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

SID Nord-Ouest	CCAP PI-FCS / MAJ OCT 2021	Projet n°25-005	DAF n°2025_000596	Page 14 / 15
----------------	----------------------------	-----------------	-------------------	-----------------

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, l'acheteur peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 27 du CCAG/PI.

6. UTILISATION DES RESULTATS

Il est fait application du CHAPITRE 6 du CCAG/PI sur la PROPRIETE INTELLECTUELLE.

7. OPERATIONS DE VERIFICATION - ADMISSION DES PRESTATIONS

7.1 Opérations de vérification

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, le titulaire **peut** être convoqué en vue d'assister aux opérations de vérification.

7.2 Admission des prestations

L'admission de chaque partie technique ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent.

L'admission est prononcée à l'issue des opérations de vérification. Par dérogation à l'article 29 du CCAG/PI, elle est matérialisée par le constat de service fait et le paiement de la facture.

En cas de réfaction, ajournement ou rejet des prestations, les décisions prises sont motivées et notifiées au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception postal.

8. RESILIATION

8.1 Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage peut, à tout moment, résilier le marché en cours d'exécution, sans qu'il y ait faute du titulaire. Par dérogation à l'article 40 du CCAG/PI, la résiliation pour motif d'intérêt général n'ouvre pas droit à indemnisation.

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

8.2 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG/PI, l'acheteur peut décider, au terme de chacune des parties techniques décrites à l'article 1.2.3 du présent CCAP, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations, dès lors que chacune de ces parties techniques est clairement identifiée et assortie d'un montant.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

8.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

SID Nord-Ouest	CCAP PI-FCS / MAJ OCT 2021	Projet n°25-005	DAF n°2025_000596	Page 15 / 15
----------------	----------------------------	-----------------	-------------------	-----------------

9. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- Dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG/PI apportée par l'article 1.5 du CCAP
- Dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI apportée par l'article 2 du CCAP
- Dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI apportée par l'article 4.2.3 du CCAP
- Dérogation à l'article 14 du CCAG/PI apportée par l'article 4.3.4 du CCAP
- Dérogation à l'article 14 du CCAG/PI apportée par l'article 5 du CCAP
- Dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI apportée par l'article 7.1 du CCAP
- Dérogation à l'article 29 du CCAG/PI apportée par l'article 7.2 du CCAP
- Dérogation à l'article 40 du CCAG/PI apportée par l'article 8.1 du CCAP